

Une société sans croissance

Emeline De Bouver et Charlotte Luyckx

Si le dogme de la croissance a à ce point envahi toutes les sphères de la société, c'est en raison de son ancrage anthropologique profond. La modernité s'enracine dans une gestion particulière de la finitude en la niant totalement ; le toujours plus de croissance répond à l'aspiration des individus à l'immortalité. Tout projet de transition vers un modèle de post-croissance doit encourager un travail sur l'imaginaire afin de trouver de nouvelles ressources de sens.

Ce matin, quand Sophie se lève et allume la radio, elle tombe directement sur les nouvelles. Un sentiment proche de l'incrédulité l'envahit — le même qui la saisit tous les matins depuis un an. Sophie n'arrive toujours pas à s'habituer à l'absence de référence à la croissance économique. Désormais, plus aucun journaliste — en ce compris les journalistes économiques — ne vous réveille de sa voix réjouie pour vous parler du gain de quelques pourcents du PIB ou, nouvelle plus maussade, pour en déplorer une baisse. Le bien-être du pays est en passe de se mesurer à partir d'autres indicateurs plus complexes et plus complets. Dans la lignée de leur ancêtre l'IDH (indice de développement humain) qui avait émergé au début du siècle pour complexifier le PIB, ces derniers prennent désormais en compte l'impact écosystémique, la répartition des richesses ou encore la satisfaction de vie des individus, (autant de points aveugles du PIB) à l'heure d'évaluer le développement du pays.

Vers une culture post-croissance

Cela fait plus de deux ans maintenant que le grand chantier de la transition écologique s'est mis en place au niveau national, et Sophie a toujours des difficultés à croire en la réalité de ce changement. Elle œuvre pourtant en son cœur et siège d'ailleurs au gouvernement provisoire de la transition. Elle fait partie de ceux qui sont chargés de mettre en œuvre et de coordonner ce large chantier politique participatif entamé il y a presque un an, notamment grâce à la force des mouvements sociaux de ces dernières décennies, mais aussi grâce au courage de politiques, de penseurs, de managers, hommes, femmes, et même de quelques enfants... à travers tout le pays.

Au sein du gouvernement, chaque ministère est chargé de réaliser de larges enquêtes pour recenser les initiatives alternatives existantes ayant été expérimentées au niveau local chez nous ou ailleurs et, sur cette base, faire des

propositions. Chaque ministre est tenu de faire le point sur les débats existants autour des différentes manières d'intégrer la limite écologique dans sa matière. Les démarches diffèrent selon les contextes de travail.

D'un côté, le ministère des Finances termine pour l'instant une recension des monnaies alternatives et complémentaires, et rassemble toutes les expérimentations d'une forme d'allocation universelle dans l'objectif de mettre sur pied un « revenu de transition économique » (Arnsperger, 2015). D'un autre côté, le ministère des Indicateurs de prospérité — fortement inspiré par la façon dont le « bonheur national brut » a été mis en œuvre au Bhoutan — est au cœur d'une large consultation populaire pour déterminer quels grands axes et quels critères vont composer cet indicateur dans sa version belge (Cassiers, 2016 ; Cassiers *et al.*, 2011). En effet, ce n'est plus désormais à la classe politique ou aux experts en économie seuls qu'il incombe de déterminer quels sont les bons indicateurs du progrès social. La société dans son ensemble souhaite aujourd'hui, suivant en cela l'intuition première de l'idéal démocratique, déterminer les orientations phares de la société qui étaient, par le passé, souvent rendues implicites et passées sous silence, masquées derrière la bannière de la croissance.

Le chantier du ministère que Sophie dirige est plus large et plus flou, mais non moins important que ce dernier. Elle dirige en effet le ministère de la *Culture* post-croissance. Avec son cabinet, ils sont chargés de comprendre ce qui a pu causer une telle obsession pour la croissance économique. À l'aide d'une équipe pluridisciplinaire de penseurs du social et de l'humain (psychologues, sociologues, philosophes, économistes...), ils tentent de comprendre les raisons pour lesquelles la sortie du dogme de la crois-

sance a été si lente, si difficile et, pour certains, si douloureuse. Cela fait longtemps maintenant que nous savons que ce modèle est incapable de remplir ses promesses en termes de progrès social et humain et qu'il cause des dommages irréparables à l'écosystème. Certains, comme Ivan Illich, André Gorz, Jacques Ellul ou les auteurs du célèbre rapport Meadows du club de Rome en parlaient déjà dans la seconde moitié du siècle dernier. Aujourd'hui, la société civile et le monde politique semblent avoir pris conscience du problème inhérent à ce modèle qui, depuis son émergence au XVIII^e siècle et jusqu'à il y a encore une décennie, semblait insubmersible.

Le dogme de la croissance avait à ce point envahi l'ensemble des sphères de la société civile, s'infiltrant et dictant sa loi dans le politique, à gauche comme à droite, dans l'éducation, dans le domaine des arts et de la recherche universitaire, que le diktat du rendement, le productivisme et la nécessité d'accroître la quantité de biens produits et consommés s'étaient pour ainsi dire transformés en lieu commun. Mais tel le Titanic, le modèle croissanciste a fini par dévoiler ses fatales fragilités : en effet, force a été de constater qu'une croissance indéfinie, sans l'établissement de seuils, était impossible dans le monde fini qui est le nôtre, dont les ressources sont, nous ne le savons aujourd'hui que trop bien, limitées (Georgescu Roegen, 1979) ; d'autre part, l'écart entre les riches et les pauvres s'étant creusés jusqu'à l'indécence, nous avons fini par prendre conscience du fait que la croissance du PIB, contrairement à ce que nous disaient les économistes avec leurs idées de « ruissèlement », ne favorisait pas la diminution des inégalités sociales, mais, au contraire, les amplifiait (Martinez Alier, 2011 ; Illich, 1973a ; Piketty, 2013).

Ensuite, le découplage entre la croissance économique et la consommation d'énergie ne s'est avéré que partiellement possible : les énergies renouvelables n'ont pu se substituer que de façon assez marginale aux énergies fossiles, ce qui nous a contraints à un sevrage énergétique précipité (Jeanmart, Luyckx et Possoz, 2015 ; Giraud, 2016 ; Jackson, 2010) ; enfin, la croissance, même du temps où elle battait son plein, et même pour ceux, au sein du système, à qui elle profitait matériellement, ne contribuait en somme pas vraiment au bien-être et à l'épanouissement des personnes (Latouche, 2006 et 2003 ; Illich, 1973a et 1973b ; Arnspurger 2005).

Rétrospectivement, ça peut sembler évident. Mais la mission du ministère de Sophie est de comprendre comment une vision aussi réductrice a pu constituer un objectif politique incontestable et incontesté durant plusieurs siècles. Sophie et ses collègues ont dû se rendre à l'évidence : penser l'émancipation vis-à-vis du modèle capitaliste croissant, suppose une compréhension fine de la culture¹ qui l'alimente. D'où l'idée, contestée par certains², de moins en moins nombreux, d'un ministère de la *Culture* post-croissance. Sa création a supposé qu'un relatif consensus émerge autour de ce constat : nous avons besoin,

pour accompagner la transition vers un modèle post-croissance, de nouvelles ressources de sens pour nourrir nos imaginaires engourdis et oser imaginer des alternatives au modèle de société dont nous sortons. Nous avons besoin de découvrir des visions alternatives de l'épanouissement humain, d'autres modalités de rapports à la nature et au collectif sans lesquels nous restons confinés à l'intérieur des axiomes existants.

Dans un premier temps, le ministère a pu constater que, face aux grands bouleversements écologiques et sociaux qui ont marqué ces dernières décennies, des différences de résilience individuelle et collective avaient été très visiblement remarquées selon les différentes cultures : des études réalisées en Amérique latine ont montré par exemple que les indigènes de Bolivie et d'Équateur ont pu s'adapter avec une très grande facilité, tout comme les habitants du Chiapas. Leurs cadres culturels et symboliques spécifiques semblent leur avoir fourni des outils de résilience efficaces. Chez nous, les participants aux initiatives de transition (de Schutter, 2015) se sont également démarqués en ce sens.

Diverses études publiées récemment dans la prestigieuse revue *Slow science* et la lecture de certains auteurs classiques du siècle dernier en sciences humaines, comme Weber (1964 [1905]), Becker (1973), Arnspurger (2005), ont mis Sophie et ses collègues sur une piste d'explication de ce constat : le capitalisme et son obsession pour la croissance économique ont été nourris de l'intérieur par les subjectivités humaines en quête d'un apaisement existentiel. Ils en ont déduit que, sans une prise de conscience de ce fond anthropologique angoissé, une sortie du capitalisme croissant ne pourrait sans doute pas advenir. Les cadres culturels mentionnés déployaient des formes alternatives de réponse à cette angoisse qui, soit

1| *Culture* est à prendre ici au sens large de l'*habitus* bourdieusien, ou dans le sens d'une compréhension des sources morales, dans le vocabulaire de Charles Taylor, du modèle croissant en question.

2| La croyance libérale assez tenace en la possibilité d'un gouvernement « neutre » de tout positionnement concernant la « vie bonne » accompagnée de la crainte qu'une telle position encourage un glissement totalitaire a retardé la mise en place du ministère de la *Culture* post-croissance. Le problème ne s'est pas résolu, mais s'est progressivement dissout, au fur et à mesure que les craintes ont pu être exprimées et accueillies par les protagonistes du débat. La nécessité d'un travail sur les dimensions symboliques collectives de l'existence humaine s'est progressivement imposée comme une évidence. Cette prise de conscience est corrélative à la chute de l'empire néolibéral qui donnait un soutènement fort aux arguments des opposants.

avaient résisté à la colonisation culturelle de l'idéologie croissanciste au nom de visions du monde autochtones, soit cherchaient à s'en émanciper à travers la création de pratiques nouvelles. Dans tous les cas, leur sembla-t-il, encourager l'avènement d'une culture post-croissance supposait un questionnement sur les soubassements anthropologiques de l'idéologie de la croissance.

À cet égard, il est apparu à l'équipe du ministère que quelque chose ne tournait pas rond dans le rapport de l'*homo crescendus* à la limite. Ils ont découvert que le mythe de la croissance n'était que l'épiphénomène d'un socle culturel plus vaste que l'on désigne comme la Modernité³. Le ministère explore donc aujourd'hui cette hypothèse selon laquelle le projet politique issu de la modernité et le modèle de développement capitaliste qui en découle, s'ancrent dans une gestion particulière de la finitude (Bourg et Roch, 2010). La période moderne aura été une période véritablement prométhéenne de l'histoire humaine. Elle correspond, selon les analyses du ministère post-croissance, à l'adolescence dans ce qu'elle a de flamboyant et d'arrogant, mais dans ce qu'elle peut également contenir d'aveuglement et de naïveté. Partant de l'hypothèse selon laquelle toute culture constitue une réponse à la question de la finitude, la spécificité moderne aura été de la nier pour ainsi dire totalement : la focalisation sur l'individu libère le sujet de la dépendance sociale, la science et la technologie le libèrent de la dépendance aux rythmes et contraintes naturelles, la raison l'émancipe du corps, de la tradition, de la religion. La mort elle-même semblait s'incliner derrière le simulacre

de l'aspiration à un « éternel présent » (Bauman, 1992). Il ne restait plus que la liberté du sujet individuel. Et c'est ce sujet « indépendant » (Hamrouni, 2012), dépouillé de son « milieu » (Berque, 2010), libéré de ses jougs naturels, sociaux, corporels et idéologiques qui s'est rendu disponible à l'acquisition indéfinie et infinie des biens toujours plus nombreux au service de son plaisir immédiat et au service d'une poignée d'hommes et de femmes s'enrichissant démesurément aux dépens d'une écrasante majorité. La satisfaction illimitée de nos envies (illimitées elles aussi), le *toujours plus* de consommation, d'activités, de projets, de performances..., un flux incessant de moments de jouissance, une succession de satisfactions par la consommation et la réussite professionnelle... voilà comment au début du XXI^e siècle, la société de croissance résolvait — en niant — le problème de l'aspiration des individus à l'immortalité et à l'illimité.

Ensuite, il y a eu les crises que nous connaissons, et le masque s'est fissuré. Sophie se rappelle combien elle s'est sentie démunie et de quelle façon elle a été mise face à ce que la frénésie consumériste l'empêchait de regarder, elle et ses concitoyens : leur situation d'être mortels dans un monde limité, dépendants les uns des autres, de la nature, des équilibres écosystémiques, inexorablement vulnérables, sujets à la maladie, à la souffrance, au vide de sens. Il a fallu que ce système qui leur proposait un itinéraire facilement accessible vers la fin de la souffrance et de la dépendance dévoile son vrai visage pour qu'enfin, collectivement, la société dans son ensemble puisse tourner le dos à ce mythe, mette en place ce ministère de la transition et s'engage dans la grande quête collective désormais en marche. Sophie sait maintenant que tout projet de transition vers un modèle post-croissance doit, s'il veut se donner les moyens de mobiliser largement et de se maintenir

3 | Par Modernité, nous entendons désigner la période historique entamée philosophiquement par Descartes, caractérisée par un projet d'autonomie, d'affranchissement vis-à-vis des cadres de pensée et modes de vie traditionnels et marquée par l'importance accordée au sujet individuel et à la rationalité (Feltz, 2003).

Bibliographie

Arnsperger Chr. (2005), *Critique de l'existence capitaliste: pour une éthique existentielle de l'économie*, Cerf; (2015), « Revenu de base, économie soutenable et alternatives monétaires », *L'Économie politique*, n° 3, p. 34-49.

Arnsperger Chr. et Périlleux Th. (2013), *Cours de sociologie des pratiques économiques*, UCL.

Bauman Z. (1992), *Mortality, immortality and other life strategies*, Stanford University Press.

Becker E. (1973), *The denial of death*, The Free Press.

Berque A. (1996), *Être humain sur la Terre, principes d'éthique de l'écoumène*, Gallimard.

Bourg D. et Roch P. (2010), *Crise écologique, crise des valeurs ? Défis pour l'anthropologie et la spiritualité*, Labor et Fides.

Cassiers I. (2016), « Le Bhoutan nous interpelle: bonheur national brut et nouveau paradigme de développement », *Mille Lieux*, 1, p. 40-43.

Cassiers I., Arnsperger Chr., Baulers T., Charles J., De Briey L., De Munck J., Zaccari E., (2011), *Redéfinir la prospérité: jalons pour un débat public*, L'Aube.

De Bouver É. (2016), *Éléments pour une vision plurielle de l'engagement politique: le militantisme existentiel*, Agora, n° 73, 2016/2, p. 91-104.

De Schutter O. (2015), « Vive la transition?! Changer la société sans prendre le pouvoir », *Politique*, n° 90, p. 24-54.

Feltz B. (2003), *La science et le vivant: introduction à la philosophie des sciences de la vie*, De Boeck.

Georgescu Roegen N. (1979), *Demain la décroissance, Entropie, écologie, économie*, Pierre-Marcel Favre.

Giraud G. (2016), « Economie de la transition énergétique », séminaire Grice, mai 2016.

dans la durée, fournir un itinéraire alternatif, contenir des éléments d'apaisement face à l'angoisse que suscitent la finitude et la vulnérabilité. Le seul appel à la bonne volonté et aux justifications rationnelles des choix à poser ne suffit pas, ni l'exhortation au déploiement de solutions strictement techniques et pratiques: il fallait encourager un travail sur l'imaginaire et sur le sens en vue d'opérer la lente transition des imaginaires vers des ressources de sens nouvelles, à même de rivaliser avec l'attractivité des propositions capitalistes, à la hauteur de l'aspiration humaine à la « signifiante cosmique » (Becker, 1973) et de notre aspiration à voir disparaître les limites, les contraintes et, limite finale, la mort. Au vu de ces promesses que nous faisait miroiter la société croissantiste, il semble clair que pour construire un itinéraire de transition solide, le gouvernement ne pouvait se contenter de proposer un morne renoncement à la logique du *toujours plus* (De Bouver, 2016).

Le défi du ministère de la Culture post-croissance est donc immense car il a pour mission d'identifier les lieux où le citoyen pourra trouver des ressources capables de lui faire regarder en face les limites de l'écosystème, et les siennes propres. Il doit également œuvrer pour permettre à tous de respecter ces seuils pour prévenir les mécanismes de déni tout en disposant de ressources existentielles suffisantes pour que la vie soit porteuse d'une signification profonde. C'est pourquoi le ministère a lancé une large étude de terrain sur les cinq continents et un travail historique d'envergure, dont l'objet est précisément celui-ci: renouer avec les sources de sens dont recèlent les populations traditionnelles et se mettre à l'école des diverses sagesse de vie qui jalonnent l'histoire humaine, réapprendre le collectif, le lien à la terre, repenser le rapport au temps, aux cycles de la vie et aux cycles de la nature. Réfléchir à la façon dont nous

pouvons nous réapproprier ces exemples et les décliner de multiples façons selon les contextes géographiques et philosophiques locaux et singuliers. Une large enquête sur les ressources existentielles mobilisées par les collectivités résilientes chez nous est également en cours. La mutation des axiomes modernes, notamment l'hypothèse individualiste, est encouragée également de multiples façons : le ministère a par exemple mis sur pied une série d'expérimentations autour du communalisme qui confirme cette intuition selon laquelle l'appartenance à un collectif aide à la résilience individuelle et permet d'affronter les réalités existentielles de façon plus écoresponsable. Concrètement, l'un des chantiers prioritaires concerne évidemment l'éducation : le programme scolaire et universitaire est à cet égard revisité de fond en comble afin que les vieilles hypothèses compétitives soient progressivement remplacées par des hypothèses visant la coopération et l'intelligence collective. Divers modules ont été créés pour éduquer les enfants à la vie simple et leur inculquer des habitudes de consommation saine (Zwarthoed, 2015) ou encore pour favoriser la reconnexion à la nature (Macy, 2008). Dans le milieu scolaire toujours, mais également en entreprise, se sont généralisées les formations encourageant l'intégration des émotions et des aspirations éthiques et spirituelles profondes des individus. Celles-ci sont en passe de devenir l'axe autour duquel sont articulées les compétences plus techniques (comme les mathématiques et la grammaire en contexte scolaire, ou, en entreprise, le rendement et l'efficacité). La société se métamorphose. Elle se recentre sur les valeurs essentielles de vie, de justice, de beauté et de Sens. Sophie s'en réjouit. Il était temps.

Hamrouni N. (2012), *Le care invisible : genre, vulnérabilité et domination*, thèse, UCL- UM.

Illich I. (1973 a), *La convivialité*, Seuil ; (1973 b), *Énergie et équité*, Seuil.

Jackson T. (2010), *Prospérité sans croissance : transition vers une économie durable*, De Boeck.

Jeanmart H., Luyckx C. et Possoz L. (2015), « Le défi de la transition énergétique », *Politique*, n° 91, p. 30-33.

Latouche S. (2001), « Nature, écologie et économie, Une approche anti-utilitariste », *Revue du Mauss*, n° 1, p. 57-70 ; (2003), *Décoloniser l'imaginaire : la pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Parangon ; (2004), *Survivre au développement : De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Mille et une nuits ; (2006), *Le pari de la décroissance*, Fayard.

Macy J. (2008), *Ecopsychologie pratique et rituels pour la Terre*, Le souffle d'Or.

Martinez-Alier J. (2011), « Justice environnementale et décroissance économique : l'alliance de deux mouvements » *Écologie et politique*, n° 41, p. 125-141.

Meadows D.H., Meadows G., Randers J., Behrens III W. (1972), *The limits to Growth*, Universe Books.

Piketty Th. (2013), *Le Capital au XXI^e siècle*, Seuil.

Taylor C. (2008), *Le Malaise de la modernité*, Cerf ; (1998), *Les sources du moi. La formation de l'identité moderne*, Seuil.

Weber M. (1964 [1905]), *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Plon.

Zwarthoed D. (2015), « Creating frugal citizens », *Theory and research in education*.